



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2026033-0001

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions de l'autorisation accordée à la société
PETIT BATEAU implantée sur le territoire de la commune de TROYES

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment le titre 1er du livre V ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube, sous-préfet de Troyes ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 de prescriptions générales relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03-4047A du 17 novembre 2003 d'autorisation de la société PETIT BATEAU pour l'exploitation de son installation située à TROYES ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est du 20 octobre 2025 établi à la suite de la visite d'inspection du 23 septembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé du 20 octobre 2025 avec accusé de réception du 27 octobre 2025 ;

VU les observations présentées par l'exploitant sur ce projet par courriel du 18 novembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a réalisé des modifications non substantielles sur les générateurs thermiques de son installation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, par conséquent, d'actualiser les conditions d'encadrement des équipements de la société PETIT BATEAU ;

CONSIDÉRANT que le rapport de mesure des rejets atmosphérique n° 134619650-001-1 du 19 mars 2025, indique un flux inférieur à 1kg/h de poussières pour la mesure du générateur n° 6 et des impressions numériques ;

CONSIDÉRANT que le rapport de mesure des rejets atmosphérique n° 134619650-001-1 du 19 mars 2025 indique que les générateurs, à l'exception du générateur n°1 (G1), disposent d'une teneur en O₂ d'environ 20 % dans leurs rejets ;

CONSIDÉRANT qu'un taux d'oxygène à 3 % pour les générateurs thermiques du process n'apparaît pas adapté pour l'encadrement des valeurs limite d'exposition (VLE) de ces générateurs ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

« [...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRE

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations implantées 15, rue du Lieutenant Pierre Murard, 10 000 TROYES et exploitées par la société PETIT BATEAU, désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 2.1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1.1 : Émissions diffuses

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sont concernés, notamment :

- l'ensemble des postes de détachage des articles en confection (2 postes),
- les métiers à tricoter,
- le poste de préparation des cadres (atelier sérigraphie),
- l'impression numérique.

Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

2.1.2 : Odeurs

Toutes les dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

Les dispositions nécessaires doivent être prises :

- pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents,

- pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobie dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

ARTICLE 2.2 : CONDITIONS DE REJET

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052. Sont concernées notamment les installations suivantes :

- la cheminée de l'installation de combustion,
- les cheminées de la rame et des séchoirs de l'atelier d'ennoblissement,
- les extracteurs d'air de l'atelier de tricotage,
- l'extracteur d'air du poste de préparation des cadres de l'atelier de sérigraphie,
- la cheminée des tunnels de séchage de l'atelier sérigraphie,
- les extracteurs d'air des postes de détachage,
- la cheminée de l'imprimante numérique.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et doivent permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 2.3 : TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

ARTICLE 2.4 : GÉNÉRATEURS THERMIQUES

2.4.1 : Générateurs thermiques à combustion

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Le parc de générateurs thermiques à combustion est constitué des installations présentées dans le tableau ci-dessous :

Dénomination	Puissance thermique (MW)	Combustibles	Observations
Générateur N°1 (G1)	11,310	Gaz naturel	Chaudière principale
Générateur N°3 (G3)	0,35	Gaz naturel	Rame atelier ennoblissement
Générateur N°4 (G4)	1,419	Gaz naturel	Séchoir Fleissner (ennoblissement)

Générateur N°5 (G5)	0,976	Gaz naturel	Séchoir Montfort
Générateur N° 8 (G8)	1,148	Gaz naturel	Rame Bâtiment J

2.4.2 : Autres installations du parc

Les générateurs thermiques du parc n'utilisant pas de technologie de combustion sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Dénomination	Puissance en MW	Énergie	Observations
Générateur N° 6 (G6)	0,05	Électrique	Tunnels de séchage atelier sérigraphie
Générateur N° 9 (G9)	0,06	Électrique	Imprimante numérique

2.4.3 : Cheminées

Dénomination	Hauteur en m	rejet des fumées des installations raccordées	vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit A	31 ⁽¹⁾	Générateur N°1	5
Conduit B	3 ⁽²⁾	Générateur N°3	-
Conduit C	3 ⁽²⁾	Générateur N°4	-
Conduit D	3 ⁽²⁾	Générateur N°5	-
Conduit E	3 ⁽²⁾	Générateurs N°6 et N°9	-
Conduit F	3 ⁽²⁾	Générateur N°8	-

⁽¹⁾ Différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré

⁽²⁾ Différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude de la toiture

ARTICLE 2.5 : VALEURS LIMITES DE REJET

2.5.1 : Générateurs thermiques à combustion

Les gaz issus des générateurs thermiques à combustion doivent respecter les valeurs maximales de rejet suivantes :

Concentrations en mg/Nm3	G1 ⁽¹⁾	G3 ⁽²⁾	G4 ⁽²⁾	G5 ⁽²⁾	G8 ⁽²⁾
Poussières	5	150	150	150	150
SO2	35	-	-	-	-
NOx en équivalent NO2	100	400	400	400	400
C.O.V.	-	150	150	150	150

⁽¹⁾ à 3 % de O₂

⁽²⁾ à 21 % de O₂

2.5.2 : Autres installations

Les gaz émis doivent respecter les valeurs maximales de rejet suivantes :

Concentrations en mg/Nm3	Extracteurs d'air atelier de tricotage	Extracteur d'air poste de préparation des cadres atelier de sérigraphie	Extracteurs d'air postes de détachage	G6 / G9 Tunnels de séchage de l'atelier de sérigraphie / Imprimante numérique
Poussières	100	-	-	100
C.O.V.	-	110	110	-
C.O.V. non méthanique	-	-	-	753

(3) Exprimé en carbone total

2.5.3 : Flux autorisés en provenance de l'établissement

Paramètres	Flux horaire	Flux annuel
Poussières	4 kgs	4 tonnes
SO2	21 kgs	2,1 tonnes
NO2	4 kgs	400 kgs
C.O.V.	1,5 kgs	5 tonnes

ARTICLE 2.6 : AUTO-SURVEILLANCE

2.6.1 : Générateurs

L'exploitant doit faire réaliser par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées, les mesures suivantes :

Fréquences	G1	G3	G4	G5	G6 / G9	G8
Débit	annuelle				annuelle	
O ₂	annuelle					
Poussières					annuelle	
NO _x	annuelle					
C.O.V.					annuelle	

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

2.6.2 : Autres installations

Chaque année, l'exploitant doit réaliser une estimation des flux de C.O.V. émis à partir d'un bilan massique. Celle-ci doit être réalisée par famille de C.O.V.

2.6.3 : Transmission des résultats

Un état récapitulatif des résultats de ces contrôles est adressé à l'inspecteur des installations classées avant la fin du mois suivant, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 3 : ABROGATION

L'article 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03-4047A du 17 novembre 2003 est abrogé.

Les renvois vers les prescriptions de l'article abrogé ci-dessus mentionnés dans les arrêtés préfectoraux applicables aux installations de la société PETIT BATEAU renvoient désormais vers les prescriptions correspondantes du présent arrêté.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société PETIT BATEAU.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de TROYES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de la commune de TROYES, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture du département de l'Aube – pôle de la coordination interministérielle et de la concertation publique.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de TROYES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 02 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Franck DORGE

Délais et voies de recours : En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours : Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.